

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6–10 juin 2011

QUESTIONS DIVERSES

**Point 15 de l'ordre du
jour**

RAPPORT SUR LA VISITE CONJOINTE SUR LE TERRAIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DU PNUD/FNUAP, DE L'UNICEF, DE L'UNOPS ET DU PAM AUX PHILIPPINES

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2011/15
26 mai 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter le fonctionnaire du PAM mentionnée ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

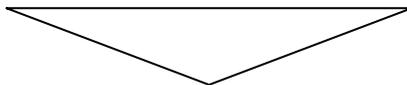
Secrétaire du Conseil
d'administration:

Mme E. Joergensen

tel.: 066513-2603

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport sur la visite conjointe sur le terrain des Conseils d'administration du PNUD/FNUAP, de l'UNICEF, de l'UNOPS et du PAM aux Philippines" (WFP/EB.A/2011/15), et invite le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



26 avril 2011
Original: Anglais

Pour information

**Programme des Nations Unies pour le développement/
Fonds des Nations Unies pour la population/
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui**
Conseil d'administration
Session annuelle de 2011
6-17 juin 2011, New York
Point 12 de l'ordre du jour provisoire*

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Conseil d'administration
Session annuelle de 2011
20-23 juin 2011
Point 7 de l'ordre du jour provisoire**

Rapport sur le voyage effectué conjointement sur le terrain en République des Philippines par les Conseils d'administration du PNUD, du FNUAP, de l'UNOPS, de l'UNICEF et du PAM du 26 mars au 2 avril 2011

* DP/2011/L.2.

** E/ICEF/2011/8.

INTRODUCTION

1. Une délégation de 16 membres des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui (UNOPS), de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial (PAM) ont effectué conjointement un voyage sur le terrain en République des Philippines du 26 mars au 2 avril 2011¹.
2. L'objectif stratégique de cette visite conjointe était de permettre aux membres des Conseils d'administration d'observer de visu les opérations et la réalisation des programmes du PNUD, du FNUAP, de l'UNICEF et du PAM au niveau du pays.
3. Plus précisément, les missions de visites communes sur le terrain fournissent des indications précieuses sur ce qu'apportent les organismes des Nations Unies et les difficultés auxquelles ils font face lorsqu'ils aident un pays à concrétiser ses objectifs de développement nationaux, dans l'optique du développement durable et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres engagements convenus au plan international. Ces visites sont également l'occasion de mettre en perspective la réforme des Nations Unies, notamment l'harmonisation et la simplification, ainsi que le fonctionnement du système des coordonnateurs résidents; la coopération Sud-Sud; la coopération des donateurs; et les partenariats avec les institutions gouvernementales nationales, la société civile, le secteur privé, la Banque mondiale et d'autres instances bilatérales et multilatérales.
4. Si les Philippines ont été choisies pour la visite conjointe de 2011, c'est en raison des mesures novatrices qui ont été prises dans le domaine de la prévention des conflits et du relèvement, ainsi que des initiatives prises dans le domaine humanitaire. Ces actions nécessitent une étroite collaboration entre l'équipe de pays des Nations Unies et les autorités nationales lors de la préparation aux situations d'urgence et de la fourniture de secours supplémentaires et d'aide au redressement à l'intention des populations vulnérables dans les zones touchées par des conflits et des catastrophes naturelles. Le système des Nations Unies appuie le processus de consolidation de la paix en concentrant son aide sur les plus démunis.
5. La délégation adresse ses sincères remerciements au Gouvernement et au peuple des Philippines pour avoir permis cette visite, en particulier pour les échanges de vues féconds et édifiants. La délégation souhaite exprimer toute sa reconnaissance au personnel des Nations Unies aux Philippines pour son dévouement et l'excellente organisation du voyage sur le terrain, de même que pour sa contribution aux discussions².

¹ La délégation était dirigée par S. E. M. Brian Bowler (Malawi). Lors des visites sur les lieux d'exécution des projets, la délégation était divisée en trois groupes: un groupe mené par S. E. M. Brian Bowler, un autre par S. E. M. Jorge Chen Charpentier (Mexique) et le troisième par M. Nojibur Rahman (Bangladesh). Le rapporteur principal était M. Noel González (Mexique); d'autres membres de la délégation ont également participé à l'élaboration du rapport.

² Le voyage conjoint effectué sur le terrain comprenait deux jours dans la capitale, consacrés à des exposés liminaires avec le Gouvernement et les membres de l'équipe de pays, et à des rencontres avec les responsables gouvernementaux et d'autres partenaires, dont ceux de la société civile; deux jours consacrés à des visites sur les lieux d'exécution des projets; une journée consacrée à la rédaction du rapport sur la visite; et une journée consacrée à des réunions-bilans dans la capitale – en présence de l'équipe de pays des Nations Unies, des partenaires de développement et des responsables des services de l'État – et à une conférence de presse avec les médias locaux.

HISTORIQUE

Généralités

6. L'économie philippine a été présentée comme robuste au cours de la dernière décennie. En dépit de la crise mondiale des prix des denrées alimentaires et des carburants, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a atteint le rythme de 7,1 pour cent en 2007 et s'est poursuivie au rythme de 3,8 pour cent en 2008. Le pays a durement souffert des hausses du prix du riz au niveau mondial en 2007 et 2008, mais la crise financière mondiale n'a pas été ressentie aussi brutalement que dans d'autres pays: le taux de croissance du PIB est descendu à 0,9 pour cent en 2009, pour remonter à 7,3 pour cent au premier trimestre de l'année 2010. À la fin de 2009, les Philippines ont été promues au rang de « pays à revenu intermédiaire », ce qui signifie un moindre recours à l'aide et une plus grande faculté de décider de son propre développement.
7. Le pays obtient également de bons résultats en termes de développement humain. Selon l'indicateur du développement humain (IDH) du Rapport sur le développement humain de 2010, les Philippines sont classées comme pays à revenu intermédiaire, à la cent-cinquième place parmi 182 pays. Ce classement, comparé à celui du PIB par habitant, est supérieur de 19 places, cet écart excédant l'écart calculé pour ses voisins de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Ceci dénote une assez bonne aptitude à tirer parti des recettes pour faire progresser le développement humain.
8. Les Philippines ont connu 20 ans de loi martiale, suivis d'une révolution du pouvoir populaire (« people power ») en 1986. Les institutions démocratiques ont été sauvegardées, quoique imparfaitement, grâce à une société civile dynamique et vigilante. Par ailleurs, les capacités des gouvernements locaux n'ont cessé de se développer depuis 1991, lorsque les pouvoirs clefs liés aux dépenses et aux activités génératrices de revenus ont été transférés aux gouvernements des provinces, des villes et des municipalités.
9. Nonobstant ces acquis, le pays n'est pas parvenu à ses objectifs concernant l'augmentation du revenu par habitant et le développement humain. Les derniers rapports sur les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement pour le pays et la région Asie-Pacifique indiquent que les objectifs relatifs à la réduction de la faim et de la pauvreté extrêmes, à l'éducation primaire universelle et à la santé maternelle et néonatale ont peu de chances d'être atteints d'ici à 2015, sauf si les progrès s'accroissent sensiblement. La pauvreté est manifestement endémique: il y avait approximativement 2 millions de pauvres dépourvus de revenus suffisants de plus en 2006 qu'en 1985, et des écarts considérables persistent en matière de revenus et de développement humain.
10. Le pays possède des poches d'extrême pauvreté et de faim aiguë. C'est l'un des 36 pays du monde les plus accablés par le fardeau de la malnutrition. Les indicateurs nationaux de nutrition révèlent un taux de retard de croissance de 28 pour cent; et le pays compte 90 pour cent des enfants qui, dans le monde, souffrent d'un retard de croissance. Les hausses du prix du riz en 2008 ont porté atteinte à la sécurité alimentaire des communautés défavorisées. Les Philippines restent l'un des plus gros importateurs de riz du monde, malgré les efforts déployés pour augmenter la production de riz, conformément à l'objectif de la nouvelle administration, qui est de parvenir à l'autosuffisance en ce qui concerne la production de riz d'ici à 2013.

11. On ne saurait trop insister sur le rôle que joue la croissance rapide de la population dans la persistance de la pauvreté et de la misère. Le pays compte près de 100 millions d'habitants et son taux de croissance démographique est l'un des plus élevés d'Asie. Cette croissance rapide a encore aggravé la pauvreté et accentué l'augmentation de la population urbaine, la migration de la main d'œuvre vers l'étranger et la dégradation sans précédent de l'environnement. Les femmes et les enfants sont ceux qui pâtissent le plus des taux de fertilité élevés, comme le prouve la médiocrité de leur alimentation, de leur état sanitaire et de leurs résultats scolaires. La biodiversité du pays, considérée comme ressource mondiale, est sévèrement menacée par la poussée démographique, la surexploitation et la pollution.
12. D'autre part, les contraintes fiscales, l'insécurité alimentaire, la gouvernance et les conflits armés sont des défis permanents. C'est aux Philippines que se déroulent deux des plus anciens conflits armés, l'insurrection Moro et l'insurrection communiste. La lutte se poursuit à propos du droit de propriété et de l'accès des peuples autochtones aux terres ancestrales, ces peuples constituant 15 pour cent de la population. Le cycle interminable de conflits et d'exodes, en particulier dans la région autonome islamique de Mindanao, a précarisé les moyens de subsistance de la population et son accès aux services de base.
13. Les Philippines sont l'un des pays du monde les plus sujets aux catastrophes, et les phénomènes climatiques extrêmes et les catastrophes naturelles ne lui laissent aucun répit. Le pays est exposé à des catastrophes naturelles à répétition telles que sécheresses, tremblements de terre, inondations, glissements de terrain, typhons et éruptions volcaniques, environ 20 volcans étant toujours en activité. Les Philippines sont le deuxième État archipel au monde (après l'Indonésie) et se trouvent dans la zone des typhons du Pacifique occidental, à la lisière nord-ouest de ce qu'on appelle le Cercle de Feu du Pacifique, zone de fréquents tremblements de terre et éruptions volcaniques. À cause de la multiplication des intempéries et des sécheresses et inondations de longue durée, sans doute dues aux changements climatiques, des risques de plus en plus fréquents pèsent sur la production agricole, la sécurité alimentaire et les maladies à vecteurs, entre autres. Cela déstabilise profondément la situation socioéconomique déjà fragile du pays. Les pauvres, qui vivent en majorité dans les communautés rurales et sur le littoral des quelque 7 000 îles du pays, sont particulièrement menacés car leurs moyens d'existence dépendent largement des écosystèmes.
14. Benigno Aquino III, fils de l'ex-Présidente Corazon Aquino, est devenu président le 30 juin 2010. L'écrasante victoire électorale de M. Aquino – il l'a emporté, avec plus de 5 millions de voix de plus que le candidat arrivé en seconde position, l'ancien Président Joseph Estrada – devrait empêcher toute remise en question de sa légitimité.

PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

15. Pour cerner les progrès accomplis par le pays vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, des rapports intermédiaires ont été publiés en 2003, 2005, 2007 et 2010. Le rapport de 2010 a été publié avec le concours du PNUD et présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2010. Contrairement aux trois rapports intermédiaires précédents, le quatrième témoignait de l'incidence des bouleversements climatiques et d'autres facteurs externes, comme la crise financière mondiale et la hausse des prix du carburant et des produits alimentaires. De plus, 10 rapports d'activité sur les objectifs du Millénaire pour le développement dans les provinces ont été menés à bonne fin. Au moins une province a créé son propre bureau pour suivre la progression vers les objectifs du Millénaire. Étant donné que celle-ci est inégale

dans le pays, ceci marque une étape importante vers le suivi local de la réalisation des objectifs.

16. À en croire le rapport de 2010, il est peu probable que les Philippines atteignent l'objectif 1 (éradication de l'extrême pauvreté et de la faim), l'objectif 2 (éducation primaire pour tous), l'objectif 5 (amélioration de la santé maternelle) et l'objectif 6 (lutte contre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies). Les résultats des indicateurs relatifs à l'objectif 7 (protection de l'environnement) sont en demi-teinte, et l'adaptation aux mutations climatiques et leur atténuation représentent une gageure, tout comme la gestion des catastrophes naturelles.
17. Suite à la Réunion plénière de haut niveau des Nations Unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement en 2010, le Gouvernement des Philippines a organisé son propre Congrès sur les objectifs du Millénaire. Les organismes d'exécution ont présenté des plans radicaux en faveur de la réduction de la pauvreté et de la faim, la santé (santé maternelle et infantile et maladies transmissibles), l'éducation, l'égalité entre les sexes, la préservation de l'environnement et le financement destiné à la réalisation de ces objectifs. Le Congrès s'est employé à parfaire ces plans radicaux et un plan consolidé pour la réalisation des objectifs du Millénaire sera élaboré, avant d'être avalisé par le Président.
18. D'après la Banque asiatique de développement, les Philippines sont le seul pays d'Asie du Sud-Est où, en chiffres absolus, le nombre de pauvres s'est accru depuis 1990. La répartition des revenus accuse de fortes inégalités selon les régions. Une proportion substantielle de la population est restée pauvre pendant ces vingt dernières années. Le taux de pauvreté diminuait régulièrement, passant de 45,3 pour cent en 1991 à 30 pour cent en 2003, mais il est remonté à 32,9 pour cent en 2006. Des chiffres récents, de 2009, obtenus grâce à une nouvelle méthodologie, plus affinée, montre une légère hausse du taux de pauvreté, de 0,1 pour cent, mais compte tenu du taux de croissance démographique élevé (2,04 pour cent selon le recensement de 2007), le nombre de pauvres a augmenté, avec 185 000 familles et 970 000 individus qui ont basculé dans la pauvreté.
19. Un autre facteur qui contribue peut-être à l'accroissement de la pauvreté est l'absence d'emplois rémunérés, surtout pour les personnes issues des groupes vulnérables. La crise financière mondiale, ainsi que la hausse du prix de la nourriture et du carburant – exacerbées par les catastrophes naturelles telles que les typhons dévastateurs Ondoy et Pepeng, qui ont frappé le pays au dernier trimestre de 2009 – n'ont fait qu'amplifier la pauvreté.
20. L'éducation primaire reste un défi à relever. Les services de soins à la petite enfance et au développement du jeune enfant ne touchent qu'un tiers des enfants. Le taux d'abandon scolaire en primaire est élevé, surtout parmi les garçons, dans les deux premières années. Ceci s'explique en grande partie par la pauvreté, la faible préparation des enfants à la scolarité et l'insuffisance des ressources scolaires. Environ 20 millions de Philippins et plus de la moitié des écoles publiques ne bénéficient toujours pas d'installations d'assainissement. Les disparités et les inégalités sont particulièrement prononcées dans les régions rurales où les populations disposent de faibles revenus et dans les régions touchées par les conflits et sujettes à des catastrophes, essentiellement dans le sud.
21. Au regard des changements climatiques, les Philippines sont l'un des pays du monde les plus vulnérables et l'agriculture est considérée comme le secteur le plus sensible aux intempéries. Les mutations climatiques pourraient mettre en péril la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en raison de la faible capacité du pays à planifier et à mettre en œuvre des projets visant à atténuer les risques climatiques. Dans un registre plus positif, des progrès ont eu lieu ces dernières années, parmi lesquelles

l'augmentation du nombre d'espèces de faune sauvage protégées et une baisse sensible de la consommation annuelle de substances appauvrissant la couche d'ozone.

22. Juguler la propagation du VIH/sida est une autre entreprise ardue. Les jeunes constituaient la moitié des porteurs déclarés de maladies sexuellement transmissibles et un tiers des nouveaux séropositifs en 2010. Le nombre de cas de VIH signalés connaît une hausse rapide depuis 2007. Certaines des causes sont l'insuffisance des mesures de prévention, le développement des comportements à risque et les idées fausses sur la transmission du VIH. Il est impératif que le pays renforce ses capacités pour déceler les sources des nouvelles contaminations par le VIH et évalue l'étendue et l'impact de la prévention. Il faut mobiliser des ressources et impliquer les communautés de façon à contenir l'épidémie.
23. La hausse spectaculaire du nombre de pauvres ces dernières années est un problème redoutable pour le Gouvernement. Pour le résoudre, il faut faire converger toutes les actions de lutte contre la pauvreté et fournir des filets de protection adéquats aux foyers démunis. Les foyers qui souffrent de misère chronique ont besoin d'aide pour se relever plus rapidement des chocs économiques. Des programmes d'urgence en faveur de l'emploi, soumis à des échéances et axés sur l'édification d'infrastructures, sont indispensables et doivent s'accompagner de programmes de formation professionnelle et d'autres aides permettant d'augmenter les revenus en période de crise.

CARACTÉRISTIQUES DU PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES PHILIPPINES, 2011-2016

24. L'armature du nouveau Plan de développement des Philippines consiste en une croissance partagée, qui offre des possibilités équitables de développement et établit de véritables réseaux de protection sociale, en vue d'aboutir à:
 - a) Une gouvernance transparente et responsable;
 - b) Une autonomisation des personnes pauvres et vulnérables;
 - c) Une croissance économique liée au développement d'infrastructures publiques, à des partenariats stratégiques entre secteur public et secteur privé et à une meilleure politique environnementale aux fins d'une gouvernance plus efficace;
 - d) Un développement durable qui permettra de consolider la paix, la justice, la sécurité et la préservation des ressources naturelles.
25. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement est l'un des objectifs majeurs du Plan de développement des Philippines, qui a été conçu avec l'aide des Nations Unies, dans la perspective des droits de l'homme, et approuvé récemment par le Président et son Cabinet. Ce Plan prévoit également la prise en compte des préoccupations au sujet des changements climatiques dans les plans, programmes et projets nationaux, régionaux et sectoriels. Dans le cadre du Plan de développement, le Gouvernement poursuivra ses efforts pour régler les conflits dans certaines zones de Mindanao et autres régions.

PRÉSENCE DES NATIONS UNIES AUX PHILIPPINES

26. Le nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour la période 2012-2018 est en cours d'élaboration, sous la conduite du Gouvernement et en étroite concertation avec la société civile et les partenaires de développement. Un document de synthèse (en lieu et place d'un bilan commun de pays) a servi de base aux



discussions avec les Nations Unies et les autres parties prenantes sur l'état d'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement, les priorités nationales et les problèmes critiques à traiter. Au lieu d'une évaluation officielle dans le cadre du PNUAD, l'équipe de pays des Nations Unies a décidé d'analyser les enseignements tirés. L'équipe de pays, y compris les organismes de réglementation nationaux, ont appuyé le lancement du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement, moyennant un accord de partage des coûts.

27. La démarche « Unis dans l'action » des Nations Unies est bien accueillie par le nouveau Gouvernement, ce qui reflète son désir de convergence intersectorielle. Faisant fond sur les expériences audacieuses des projets pilotes de l'initiative « Unis dans l'action », l'équipe de pays des Nations Unies a complété son processus de lancement du PNUAD par des discussions sur la façon dont les organismes des Nations Unies pourraient coordonner leur aide plus judicieusement, en fonction des priorités nationales. Une consultation avec le Cabinet de l'administration nouvellement élue a appelé l'attention sur la compatibilité des activités des Nations Unies avec l'initiative du Gouvernement en faveur de la convergence. Conscient de l'intérêt d'une coordination entre les organismes des Nations Unies, le Gouvernement a recommandé que soit mis au point un plan d'action commun, destiné à remplacer les plans d'action du programme de pays ou les documents équivalents³. Des discussions sont en cours avec l'Office national de l'économie et du développement et le Ministère des affaires étrangères sur la manière dont devrait se dérouler ce plan d'action ou son équivalent dans le contexte du pays et sur la manière de faire participer tous les partenaires intéressés. Le Gouvernement a recommandé un cycle de sept ans, de 2012 à 2018, afin d'harmoniser le PNUAD avec le cycle de planification gouvernementale, sachant qu'un mécanisme de suivi serait mis en place pour permettre, éventuellement, d'apporter des aménagements au PNUAD.

PLAN-CADRE DES NATIONS UNIES POUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

28. Le système des Nations Unies aux Philippines est actuellement en train de régler les derniers détails d'un nouveau PNUAD pour la période 2012-2018, en étroite collaboration avec le Gouvernement. Tout a été fait pour faire concorder ce Plan-cadre avec le Plan de développement des Philippines sur le modèle « Unis dans l'action ».
29. Les Nations Unies envisagent de contribuer à la réalisation des objectifs nationaux en privilégiant le développement des capacités requises pour l'exécution du Plan de développement des Philippines et de ses stratégies et programmes correspondants, sectoriels, sous-sectoriels, thématiques et géographiques. L'équipe de pays des Nations Unies veillera également à soutenir le Gouvernement pour qu'il honore ses engagements eu égard aux objectifs du Millénaire pour le développement et à la Déclaration du

³ Office national de l'économie et du développement, dans une lettre datée du 18 novembre 2010.

Millénaire, aux conventions internationales, instruments relatifs aux droits de l'homme et aux principaux plans d'action issus des conférences internationales⁴.

30. Pour appuyer les priorités nationales, les Nations Unies collaboreront étroitement avec les partenaires de développement, les donateurs et les parties prenantes. L'équipe de pays se servira de ses atouts pour: a) se faire l'avocat des personnes pauvres et vulnérables, de façon à garantir les droits de l'homme, à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et à respecter les normes et règles mondiales; b) agir en médiateur impartial qui favorise le consensus intersectoriel et les partenariats sur les problèmes sensibles et dans les interventions humanitaires; c) innover et être dépositaire des meilleures pratiques et connaissances techniques au niveau mondial en rapport avec les questions complexes de développement; et d) épauler les débiteurs d'obligations et les bénéficiaires dans leurs initiatives pour renforcer les capacités, notamment pour consolider les systèmes et produire des données.
31. Après avoir dégagé les enseignements des précédents cycles du PNUAD, les Nations Unies inciteront également à une appropriation par le pays des activités de développement en les accompagnant et en les faisant coïncider avec les stratégies, institutions et programmes nationaux. Des mécanismes seront étudiés afin de maximiser la cohérence et l'efficacité des programmes et de minimiser les coûts de transaction. Cela supposera de déterminer conjointement des zones géographiques de convergence et d'utiliser des tableaux de résultats communs pour examiner les responsabilités assumées par les organisations.
32. La coopération des Nations Unies, matérialisée par le PNUAD, mettra donc en avant l'équité, les institutions, la localisation et la convergence géographique, sous le thème "Favoriser un développement sans laissés pour compte, durable et capable d'adaptation"⁵. La finalité est de réaliser les objectifs fixés dans trois domaines d'action:
 - a) Réduction des inégalités dans l'accès à des prestations de qualité, à des services sociaux et à des débouchés économiques offrant des moyens de subsistance écologiquement viables, fructueux et décents⁶;
 - b) Protection des droits et promotion de la participation et de l'autonomisation des personnes pauvres et vulnérables⁷;

⁴ Les conventions, instruments relatifs aux droits de l'homme et plans d'action fondamentaux sont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; la Convention relative aux droits de l'enfant; la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille; la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées; la Convention relative aux droits des personnes handicapées; la Déclaration de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale; la Conférence internationale sur la population et le développement; la Déclaration et le Programme d'action de Beijing; les conventions de l'Organisation internationale du travail (sur le travail des enfants, la migration et les peuples autochtones); et la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida.

⁵ Parmi les principes communs qui sous-tendent le PNUAD, figurent les droits de l'homme, l'égalité des sexes, la culture et le développement, la préservation de l'environnement et le développement des capacités. Des stratégies transversales font appel à la science et la technologie, à la communication pour le développement et à la participation volontaire au développement.

⁶ Le premier domaine d'action comporte deux volets: 1) l'accès universel à des services sociaux de qualité, l'accent étant mis sur les objectifs du Millénaire pour le développement; et 2) des emplois décents et productifs contribuant à une croissance verte qui profite à tous.

⁷ Lié au deuxième domaine d'action, le volet n° 3: la gouvernance démocratique.

- c) Renforcement de la capacité d'adaptation aux changements climatiques, aux menaces, aux chocs et aux catastrophes, à l'échelle nationale et locale⁸.
33. Comme prévu par le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement, le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF présenteront en principe leur nouveau descriptif de programme de pays à leurs Conseils d'administration respectifs en juin 2011; le PAM compte présenter le sien à son Conseil d'administration pour approbation en février 2012.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Besoin continu de l'appui des Nations Unies pour le développement du pays

34. À plusieurs reprises au cours du voyage effectué sur le terrain, le Gouvernement et d'autres partenaires de développement ont insisté sur le fait que les moyennes nationales des indicateurs de développement, en particulier le PIB, masquent de vastes disparités au sein du pays et ne rendent pas compte de la situation complexe du pays en matière de développement. Les responsables gouvernementaux rencontrés par la délégation ont fait remarquer que les efforts de développement nécessitent un soutien prolongé de la part de la communauté internationale, notamment du système des Nations Unies. Il est préoccupant de constater que davantage de personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté aujourd'hui que lorsque les Philippines étaient un pays à faible revenu. L'inégalité était invariablement désignée comme problème structurel très grave.

Collaboration, coordination et cohérence des Nations Unies

35. Il a été fait état de la bonne coopération et de la convergence entre les organismes des Nations Unies⁹. Dans le pays il existe un fort sentiment de proximité avec les Nations Unies, ce qui crée un précédent favorable et doit être renforcé. "L'accord Sofitel", qui renferme une vision et un code de conduite pour l'équipe de pays des Nations Unies, constitue un tournant encourageant pour la cohérence. Il serait intéressant de voir comment cette bonne pratique pourrait être transposée dans d'autres pays de programme. Néanmoins, la délégation a discerné des domaines où l'équipe de pays peut encore intensifier et améliorer la coordination.

Appropriation

36. Tous les acteurs locaux (agents de l'État, collectivités bénéficiaires, organisations non gouvernementales) que l'équipe a rencontrés ont exprimé leur satisfaction et leur appui vis-à-vis de l'action des organismes des Nations Unies. L'appropriation des programmes mis en œuvre et défendus par les Nations Unies semble bien établie dans la population. Les activités des organismes des Nations Unies, plus centrées sur les populations vulnérables, paraissent bien s'articuler avec celles des autorités nationales et locales.

⁸ Lié au troisième domaine d'action, le volet n° 4: l'adaptabilité aux catastrophes naturelles et causées par l'homme.

⁹ Les organismes suivants sont présents aux Philippines: PNUD; FNUAP; UNICEF; PAM; Organisation mondiale de la santé; Organisation internationale du travail; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Organisation internationale pour les migrations; Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida; Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés; Organisation maritime internationale; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; Fonds international de développement agricole; Organisation de l'aviation civile internationale; UN-Habitat; et ONU-Femmes.

37. L'équipe de pays est aussi intervenue énergiquement pour faire participer la société civile à ses opérations et à ses activités de développement. Les mécanismes comprennent l'institutionnalisation du Comité consultatif conjoint ONU-société civile et de l'Assemblée de la société civile sous les auspices de l'ONU, qui représentent différents secteurs à travers le pays. Les représentants de la société civile ont également salué l'action de l'équipe de pays.
38. Lors des visites sur le terrain, la délégation a remarqué l'importance accordée par les communautés à la coopération et aux partenariats noués avec les organismes des Nations Unies. Les représentants des gouvernements et communautés au niveau national et local ont inmanquablement fait part de leur gratitude pour l'aide apportée par les Nations Unies et ont proposé d'autres domaines de collaboration.

Santé maternelle et infantile

39. Le taux de mortalité maternelle demeure élevé, avec 162 décès pour 100 000 naissances vivantes, et n'a pas évolué dans les cinq dernières années. Ceci étant, les autorités du pays sont très favorables à la procréation responsable choisie en connaissance de cause, ce qui est encourageant pour la société civile et les partenaires de développement. La malnutrition continue d'être un grave problème, surtout dans la région autonome musulmane de Mindanao, où le taux de malnutrition, qui va de la malnutrition sévère à la malnutrition aiguë, peut atteindre 10 pour cent.
40. Les communautés visitées ont exprimé leur satisfaction face à la manière dont le système des Nations Unies traite les problèmes des enfants, notamment pour ce qui est de la vaccination, la nutrition et l'éducation. Elles estiment que l'équipe de pays des Nations Unies accomplit un travail de grande ampleur en faveur de la santé maternelle et néonatale. Non seulement les Nations Unies équipent des locaux qui répondent aux normes d'homologation nationale, mais elles s'efforcent de renforcer la présence de personnel qualifié à l'accouchement, d'inciter les personnes à contracter une assurance maladie, de former et de conseiller les sages-femmes et de fournir des produits destinés à la santé reproductive et aux soins prénatals et anténatals pour les mères.

Égalité des sexes et autonomisation des femmes

41. Dans l'ensemble, le pays a un bon nombre de réalisations positives à son actif en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes si on retient les mesures et indexes internationaux. Des pays classés, les Philippines occupent le cinquante-neuvième rang sur 134 au vu des mesures en faveur de l'égalité des sexes, et le neuvième rang sur 134 au vu de l'indicateur mondial des disparités entre les sexes. Il n'empêche que des efforts supplémentaires s'imposent sans tarder pour mettre un terme à la discrimination fondée sur le sexe dans l'emploi et pour garantir une réelle participation des femmes aux processus politiques.
42. Malgré une législation progressiste et le dynamisme des organisations de femmes, des disparités demeurent dans l'application des lois contre la violence familiale et le viol¹⁰.
43. Le Gouvernement des Philippines a promulgué la Grande Charte des femmes en 2009 afin de défendre les droits des femmes, notamment des pauvres. Le projet qui fait actuellement l'objet d'un vif débat est la loi de 2011 sur la parentalité responsable, la santé procréative et le développement de la population, qui vise à donner à tous les Philippines

¹⁰ Loi de la République 9262; loi de 2004 relative à la violence contre les femmes et leurs enfants et loi de la République 8353; loi de 1997 contre le viol.

accès aux soins en matière de procréation, notamment aux services de planification familiale. Les dirigeants de l'église catholique y sont farouchement opposés.

44. L'équipe de pays des Nations Unies a travaillé avec les autorités religieuses afin d'engager le dialogue et de les sensibiliser aux questions liées à la condition des femmes. Ces efforts doivent être poursuivis, soutenus et reproduits.

Sécurité alimentaire et amélioration des moyens d'existence

45. Les organismes des Nations Unies utilisent avec succès diverses stratégies nouvelles pour accroître la sécurité alimentaire et venir en aide aux communautés précédemment déplacées à l'intérieur de leur pays pour qu'elles disposent de sources de revenus. Il s'agit notamment de distribuer des vivres contre un travail (ou une formation) et une aide alimentaire d'urgence dans les écoles des régions où les déplacés sont revenus. Pour étendre ces programmes, il faudrait encourager les achats sur le marché local, au niveau de la communauté, avec le concours du secteur privé local, car ces initiatives permettraient de renforcer l'économie locale.

Action humanitaire dans les zones de conflit

46. À la suite de consultations approfondies, les Nations Unies ont mis au point et lancé un Plan d'action humanitaire pour 2011, qui porte essentiellement sur les besoins en matière de relèvement rapide dans les zones de Mindanao touchées par les conflits. S'ajoutant aux catastrophes naturelles, les conflits ont provoqué des vagues de déplacement avec de lourdes conséquences sur le plan humanitaire – les derniers déplacements ayant eu lieu en août 2008, lorsqu'environ 700 000 personnes ont été déplacées en raison des affrontements armés. Les personnes qui restent, les déplacées en raison des conflits et celles qui ont récemment regagné leur lieu d'origine ou se sont installées ailleurs, forment la majorité des personnes prises en charge au titre de l'actuel Plan d'action humanitaire. La misère chronique qui sévit dans les communautés reculées des provinces ciblées par le Plan d'action humanitaire décuple les répercussions des conflits.
47. L'ONU est perçue par les différents acteurs politiques comme ayant un rôle positif; elle est considérée comme totalement neutre, et ses initiatives bénéficient donc d'un soutien.
48. La région de Mindanao présente un ensemble de défis spécifiques, dus en grande partie au conflit politique et aux sensibilités culturelles. Il serait bon que les organismes des Nations Unies continuent à tenter de s'attaquer vraiment aux points faibles du pays.
49. Tout regain des conflits peut compromettre les progrès en matière de développement ainsi que leur consolidation et cela pourrait conduire à une inversion de tendances en ce qui concerne les indicateurs de développement humain. Les femmes et les enfants dans les situations de conflit et les situations humanitaires difficiles sont de plus en plus exposés. Les risques encourus au niveau de la sécurité dans les zones de conflit entraînent aussi des risques pour le personnel de l'ONU.

Coopération Sud-Sud

50. Au fil des ans, les Philippines ont beaucoup contribué à la coopération Sud-Sud. Ces partenariats ont associé des pays de la région ASEAN et des pays d'Asie du Sud et de l'Est.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

51. La délégation a constaté que le Gouvernement des Philippines avait un large potentiel en matière de développement. Ses objectifs paraissent clairs; en particulier l'élaboration du Plan de développement des Philippines a créé une nouvelle dynamique.
52. Bien qu'elles aient récemment acquis le statut de pays à revenu intermédiaire, les Philippines doivent surmonter d'importantes difficultés, notamment pour assurer une croissance économique équitable, sans exclusion et de longue durée. L'appui des Nations Unies reste indispensable pour faire avancer le programme de développement du pays.
53. La délégation a pris conscience des obstacles et des points faibles, comme la possible résurgence de conflits, les catastrophes naturelles, les bouleversements climatiques, le taux élevé de malnutrition, les taux élevés de mortalité maternelle et infantile, l'importance de la croissance démographique et le possible retour massif de travailleurs hors frontières du fait de l'instabilité économique des pays de destination.
54. Il faut que le système des Nations Unies continue à tout mettre en œuvre pour soutenir les objectifs de développement du pays, qui figurent dans le Plan de développement des Philippines. Il s'avère que les Nations Unies possèdent un avantage certain lorsqu'il s'agit de fournir des services dans les zones difficiles, sans oublier les communautés autochtones, et de développer les compétences des autorités provinciales et rurales dans les régions où la situation s'est améliorée.
55. Si l'on tient compte de ces éléments, il ressort que les Nations Unies jouent un rôle primordial dans le pays, et la coordination entre les organismes dans le cadre du réseau de coordonnateurs résidents doit rester une priorité. Cette coordination semble bonne, tant au niveau national que sur le terrain. Toutefois, il subsiste un fort sentiment d'identification à des organismes individuels, surtout sur le terrain. Il faut aller plus loin et mettre en place une initiative « Unis dans l'action », comme le demande le Gouvernement. Il serait utile de voir si l'on peut faire écho à la nouvelle stratégie de convergence des ministères.
56. Il faut se garder de faire de la coordination un processus trop contraignant qui détournerait l'attention des personnels et nuirait à l'assistance délivrée sur place. La coordination devrait maximiser l'utilisation rationnelle des ressources, en particulier à l'échelle locale, en évitant la rivalité entre les organismes.
57. Des mécanismes sont indispensables pour maintenir une collaboration à long terme au sein du système des Nations Unies et entre les autres partenaires de développement. Le Forum du développement des Philippines pourrait être l'un de ces mécanismes, mais une collaboration et des échanges plus poussés seraient les bienvenus.
58. On remarque un tiraillement entre les interventions d'urgence/humanitaires immédiates et l'action en faveur d'un développement à moyen ou long terme. Les populations les plus vulnérables ont toujours besoin d'aide rapidement. En même temps, il importe que les communautés apprennent à se doter des moyens de pourvoir à leur subsistance en augmentant leurs capacités de production. Des partenariats avec les acteurs locaux intéressés – institutions gouvernementales, secteur privé et organisations de la société civile – seraient précieux. Il convient également d'améliorer les capacités des organismes des Nations Unies de sorte qu'ils puissent soutenir, de façon satisfaisante tout en ayant une certaine marge de manœuvre, les actions concernant la préparation en prévision des catastrophes et la réduction des risques.

59. S'agissant du respect de l'environnement, les Nations Unies peuvent aider à repenser le contrôle de l'exécution et l'application des lois sur l'environnement et effectuer un examen pluripartite des statistiques relatives à l'environnement.
60. La délégation a pris acte des efforts considérables déployés pour définir des politiques axées sur la défense des droits en matière de procréation, l'autonomisation des femmes et l'égalité hommes-femmes. Elle a également pris note des difficultés de taille qui perdurent dans ces domaines, ce qui donne aux organismes des Nations Unies l'occasion de proposer un appui supplémentaire. ONU-Femmes, étant donné son nouveau mandat, pourrait peut-être venir renforcer les initiatives déjà en place.
61. Puisque le secteur privé de ce pays est dynamique, et après concertation avec le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies peut envisager des partenariats public-privé qui permettraient de faire participer le secteur privé à la résolution des problèmes, notamment des problèmes liés à la réinsertion et à l'emploi des travailleurs expatriés qui reviennent de pays touchés par des conflits. Le Pacte mondial de l'ONU avec le secteur privé pourrait s'avérer utile.
62. Compte tenu de la forte volonté d'agir du pays, l'équipe de pays des Nations Unies pourrait également s'associer à des cadres de coopération Sud-Sud avec les autres pays asiatiques et faire partager les expériences des Philippines au-delà de l'Asie. Un point qui mérite une attention particulière, c'est la façon de canaliser les envois de fonds vers les investissements en faveur du développement.
63. Sans doute le coordonnateur résident et l'équipe de pays devraient-ils travailler avec le Gouvernement et d'autres partenaires de développement pour élaborer et préconiser des méthodes destinées à édifier des capacités et des stratégies à moyen et à long terme de façon que l'action des Nations Unies serve les efforts de développement des Philippines.

ANNEXE I**Résumé du programme de travail****Dimanche 27 mars – Manille**

- Réunion avec l'équipe de pays des Nations Unies
- Réunion avec l'équipe de pays chargée des questions humanitaires et les partenaires

Lundi 28 mars – Manille

- Réunions avec différents organismes gouvernementaux
- Réunion avec le Comité consultatif conjoint ONU-société civile

Mardi 29 mars – Jeudi 31 mars

- Visite de terrain à Bicol (Groupe 1)
- Visite de terrain à Sarangani (Groupe 2)
- Visite de terrain à Cotabato (Groupe 3)

Vendredi 1^{er} avril – Manille

- Réunion-bilan avec l'équipe de pays des Nations Unies, les partenaires de développement, le Gouvernement et les médias



| LISTE DES PARTICIPANTS | | | | |
|---|--|--|--|---|
| Région | PNUD | FNUAP | UNICEF | PAM |
| Afrique | M. Paul Empole Premier Conseiller Mission permanente de la République démocratique du Congo | M ^{me} Saada Daher Hassan Première secrétaire Mission permanente de la République de Djibouti | S. E. M. Brian G. Bowler Représentant permanent de la République du Malawi | M. Carlos Alberto Amaral Conseiller Mission permanente de la République d'Angola |
| Asie | M. Nojibur Rahman Ministre de l'économie Mission permanente de la République populaire du Bangladesh | | M. Soo Gwon Kim Ministre conseiller Mission permanente de la République de Corée | M. Seyed Morteza Zarei Attaché à l'agriculture Mission permanente de la République islamique d'Iran |
| Europe de l'Est | M ^{me} Elena Badiyan Deuxième secrétaire Mission permanente de la Fédération de Russie | | M. Sergei Sergeev Premier secrétaire Mission permanente de la République du Bélarus | M. Jiri Muchka Deuxième secrétaire Mission permanente de la République tchèque |
| Amérique latine et Caraïbes | M. Noel González-Segura Deuxième secrétaire Mission permanente des États-Unis du Mexique | M ^{me} Gillian Joseph Première secrétaire Mission permanente d'Antigua-et-Barbuda | M ^{me} Nadieska Navarro Barro Première secrétaire Mission permanente de la République de Cuba | S. E. M. Jorge Eduardo Chen Charpentier Représentant permanent des États-Unis du Mexique |
| Europe occidentale et autres États | M ^{me} Barbara Shaw Gestionnaire principal de programmes Agence canadienne de développement international, Canada | M. Magnus Lennartsson Ministre Mission permanente du Royaume de Suède | | |
| Secrétaires | M ^{me} Rekha Thapa Secrétaire du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS | M. Kwabena Osei-Danquah Chef du Service du Conseil d'administration et des relations extérieures | M. Nicolas Pron Secrétaire du Conseil d'administration | M ^{me} Erika Joergensen Secrétaire du Conseil d'administration |

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

| | |
|--------|---|
| ASEAN | Association des nations de l'Asie du Sud-Est |
| FNUAP | Fonds des Nations Unies pour la population |
| IDH | indicateur du développement humain |
| PIB | produit intérieur brut |
| PNUAD | Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| UNOPS | Bureau des Nations Unies pour les services d'appui |